

55% des Français continuent à soutenir les Gilets jaunes : pourquoi s’imaginer que la fin de la crise est en vue est un fantasme dangereux



Une étude exclusive Ifop pour Atlantico montre que le soutien des Français au mouvement des Gilets jaunes est relativement stable depuis le début de l'année, malgré le lancement du Grand débat.

Avec Jérôme Fourquet
Avec Ifop

Atlantico : Derrière le rebond au sein des enquêtes de popularité, et le succès présenté des premières étapes du grand débat, ne peut-on pas voir un risque, pour le gouvernement, de penser que la séquence s'achève alors que la sympathie et le soutien au mouvement des Gilets jaunes reste majoritaire au sein de la population Française?

Jérôme Fourquet : Le président de la république, dans son allocution du 10 décembre avait indiqué que nul ne sortirait indemne de cette crise et il s'appliquait ce constat à lui-même, mais comme tout être humain, une fois le danger partiellement écarté, la lucidité qui peut prévaloir au moment aigu de la crise, les résolutions peuvent être remises à plus tard. Compte tenu du fait que d'une part la mobilisation des gilets jaunes sur le terrain semble marquer le pas avec deux samedis de suite un nombre de manifestants moins importants, compte tenu du fait que hors des « actes » on entend moins parler d'actions coup de poing des gilets jaunes, le gouvernement peut penser que le plus dur est passé et que la crise est derrière nous.

D'une part le grand débat semble monter en puissance avec milliers de réunions sur le terrain, décentralisées, qui se passent bien à l'initiative des élus locaux, on a également des déplacements qui s'enchaînent pour le président, ses ministres, les choses se passent bien, les images renvoyées aux médias sont positives et à les commentateurs saluent les prestations du président. Enfin, les sondages montrent un rebond significatif sur la cote de popularité du président (IFOP) mais aussi des sondages plus politiques comme les intentions de votes pour les élections européennes et présidentielle (sondage Marianne) ; toutes ces études indiquent une reprise du terrain par Macron et sa majorité.

La tentation est donc grande pour l'exécutif de considérer que le pire est derrière eux et qu'ils peuvent reprendre le cours normal des événements. Évidemment, l'alerte a été très sérieuse, donc on peut penser qu'un certain nombre d'enseignements seront tirés au plus au niveau car les institutions elles-mêmes ont été très fortement déstabilisées. L'édifice entier a tangué à la fin de l'année dernière. On peut faire l'hypothèse que ceux qui sont au sommet de l'État ont intégré ce paramètre.

Mais la nature humaine étant ce qu'elle est, la crise ayant amorcé une phase descendante, le gouvernement peut être tenté de

repandre le cours normal du quinquennat. Il y aura bien évidemment la fin du grand débat, l'organisation possible d'un référendum, mais on ne peut pas exclure l'hypothèse d'un retour progressif à la normale sans tirer les conséquences de ce qui s'est passé. Les militaires pratiquent régulièrement le RETEX (retour d'expérience) : est-ce qu'un tel retour va s'opérer au sommet de l'état avec la crise des gilets jaunes en décélération, ou bien va-t-il passer outre et, dans le feu de l'action, reprendre le cours normal ?

On peut introduire à ce moment-là les données de notre sondage pour Atlantico : 55% des Français continuent d'afficher une forme de soutien au mouvement des gilets jaunes, la courbe montre une décline progressive du soutien et de la sympathie car début décembre, 72% des français soutenaient ou avaient de la sympathie pour le mouvement, les gilets jaunes ont perdu beaucoup de terrain depuis. Le premier décrochage a eu lieu entre mi-décembre et début janvier suite aux annonces présidentielles et aux 11 milliards mis sur la table, niveau de soutien à 57-58% et là, légère inflexion sur cette nouvelle vague.

Donc bien que le degré de violence et de mobilisation décline sur le terrain, le mouvement continue de bénéficier d'un soutien non négligeable de l'opinion et le gouvernement doit en tenir compte car les doléances des gilets jaunes sont toujours présentes dans la société. Quelle que soit la qualité du grand débat, le volume de participants, les problèmes ne seront pas réglés, il ne suffit pas d'en parler.

Le niveau de soutien pur pour les gilets jaunes est de 29% dans la population, quasiment trois mois après l'acte 1, on a un quart des français qui soutiennent ce mouvement, le grand débat n'a pas fait disparaître cela. Le niveau de soutien n'est que de 18% chez les cadres et professions intellectuelles, 28% chez les professions intermédiaires, 34% chez employés et à 44% chez les ouvriers, donc dans les catégories populaires les braises sont encore rouges et la tempête violente qui a soufflé ces derniers mois est toujours potentiellement là, donc, on peut dire : « il y a un grand débat les gens participent on a regagné des points dans l'opinion ». Mais ces données incitent à la prudence et impliquent la tenue d'un RETEX sans concessions pour apporter des réponses à ces catégories de la population qui continuent pour une part significative d'entre elles de soutenir ce mouvement.

□

Emmanuel Macron pourra-t-il s'extraire durablement des revendications des Français, notamment en termes de pouvoir d'achat, de chômage... ou d'autres questions qui restent leurs priorités ?

Jérôme Fourquet : Premièrement, malgré son érosion progressive, le soutien aux gilets jaunes reste majoritaire, ce n'est pas parce qu'il y a moins de monde sur les ronds-points et dans la rue que le problème est réglé. Deuxièmement, dans les sondages, on a certes un rebond réel de la popularité d'Emmanuel Macron mais dans le dernier baromètre Paris Match, on constate qu'avec 34%, gain de 6 points, il devient tout juste au niveau qui était le sien en octobre 2018, juste avant le déclenchement de la crise, alors que l'affaire Benalla et les départs des ministres Collomb et Hulot était passés par là, le président était déjà affaibli. Emmanuel Macron a stoppé l'hémorragie et repris le terrain suite à cette crise mais reste dans une position relativement fragile.

Pour les Français qui ont pris la peine de s'exprimer sur la plateforme du grand débat, les questions sociales, de pouvoir d'achat mais aussi de fiscalité, demeurent brûlantes et si la stratégie élyséenne a porté ses fruits, au sens où elle a permis d'éteindre l'incendie, il faut éviter que l'incendie ne reprenne. Comment l'incendie a-t-il été éteint ? En deux étapes, d'abord les 11 milliards accordés aux Français, notamment modestes, qui soutiennent en partie les gilets jaunes, puis le grand débat et la posture de retour à l'ordre républicain qui a permis de faire baisser la température et d'éteindre l'incendie.

Mais comme on l'a dit tout à l'heure, les braises sont toujours là, pour éviter que ça ne reparte, il faut réussir la sortie de crise. Que faire des enseignements du grand débat, quel suite lui donner ? Un référendum ou pas ? Si oui, quel contenu donner à ce référendum ? A travers la revendication du RIC, les Français ont exprimé une aspiration à être consultés de manière directe. Y aura-t-il aussi des mesures en matière fiscale et sociale qui permettront d'accuser réception du puissant message adressé par les Français à Emmanuel Macron lors de la crise des gilets jaunes ?

Quel risque y a-t-il, aussi bien pour le gouvernement que pour le pays, de poursuivre ce Grand débat sur une approche technique plus que fondamentalement politique, qui semble permettre d'évacuer l'essentiel en se concentrant sur des détails ?

Jérôme Fourquet : Si à l'issue du grand débat, les Français se voient gratifiés d'un référendum sur le nombre de parlementaires et l'introduction d'une dose de proportionnelle, on peut craindre que le compte n'y soit pas et que les braises qui sont toujours rougeoyantes un peu partout dans la société française ne repartent de plus belles d'ici quelques mois, à l'occasion d'une annonce ou d'un événement qui servira d'élément déclencheur à la reprise de l'incendie.

□

□